

Faits Divers

Le chef d'état-major du 7^e corps d'armée adresse au ministre de la guerre la dépêche suivante: «Malgré toutes les précautions prises, une explosion a eu lieu le 18 janvier, à quatre heures du soir, pendant l'enlèvement de la dynamite déposée au fort de Larmon, près Pontarlier. Le directeur de l'opération et cinq ouvriers civils ont été tués, deux soldats de garde, grièvement blessés. M. le général de Maussion, commandant la 6^e subdivision, se rend sur les lieux. M. le ministre de l'intérieur vient de mettre à la disposition du préfet du Doubs la somme de cinq cents francs pour subvenir aux premiers besoins.»

On assure ici que l'explosion qui vient de coûter la vie à six personnes au fort de Larmon, doit être attribuée non pas à la dynamite, mais à un autre explosif, la Malaxite. On sait que ce explosif, qui a été depuis 1840 la plaie habituelle de nos budgets. Les exercices 1872, 1873 et 1874 ont encore présenté des découvertes: cela était naturel.

Le point noir est la progression ininterrompue des dépenses, et l'affluence des crédits supplémentaires.

Il serait bien désirable que cette progression eût un terme; sinon, dans deux ou trois ans, nos budgets franchiront la limite de 3 milliards. M. le ministre des finances fait remarquer, avec raison, que le budget est la conséquence des lois administratives diverses que les Chambres votent chaque jour, souvent sans y prêter grande attention.

Sur le même sujet du budget, Paris-Journal s'exprime ainsi: «Or, cet excès d'impôts acclimaté le renchérisseur de toutes choses, si bien que, lorsque des dégrèvements ont lieu, les prix se maintiennent. Cela fait l'affaire des commerçants, mais la classe moyenne si nombreuse, dont les revenus et les gains restent à peu près les mêmes, en est égarée. Il n'est pas un ministère, dont le chiffre ne soit grossi. Il faut augmenter le traitement de tous les fonctionnaires, sous le prétexte qu'ils rendent des services à l'Etat, comme si l'Etat ne leur rendait pas un égal service en leur assurant un poste et un traitement, qu'ils seraient peut-être fort embarrassés de conquérir dans les carrières industrielles ou libérales! Il n'y a qu'une catégorie de citoyens, pour laquelle pourtant l'Etat est créé et mis au monde, à laquelle on ne songe pas; ce sont les contribuables. Ah! les contribuables sont, eux, taillables et corvéables à merci. Il y a un vice. Il y a là un abus. Et qu'on veuille bien remarquer que le parti démagogique le plus avancé, qui prétend avoir un souci tout particulier des intérêts du peuple, fortifiera ce vice, accroîtra cet abus, quand il arrivera, cela ne paraît point éloigné, au pouvoir. Ne demande-t-il pas, par exemple, que les fonctions municipales soient salariales? Il ne manquerait plus que cela!»

Le préfet de la Nièvre télégraphie au ministre de l'intérieur, qu'un incendie a éclaté hier soir, à Emping, canton de Lormes, et a détruit onze maisons d'habitation, sept granges et neuf écuries; pertes considérables, plusieurs familles sont dans le dénûment le plus complet.

Un homme intelligent. — On a arrêté hier soir, un individu nommé Charles Lédé qui, muni d'une voiture à bras, distribuait depuis deux jours dans Paris de prétendues bourriches d'huîtres pour lesquelles il se faisait remettre par les concierges un port de 2 75. Quand les destinataires ouvraient les bourriches, ils y trouvaient quelques écailles et un pavé.

Lorsqu'on a arrêté cet homme, il était porteur d'une somme de 420 fr., ce qui représente plus de deux cents bourriches dont il avait trouvé le placement. Ce nouvel ostréiculteur a été parqué au Dépôt de la préfecture de police.

La fièvre typhoïde vient d'enlever le comte de San Crociato, fils morgannique du roi Victor-Emmanuel. Le comte de San Crociato, qui avait pris du service dans l'armée russe, se trouvait à Kichineff, où il faisait partie de l'état-major du grand-duc Nicolas, à l'armée du Sud.

Nouvelles du soir

On nous écrit de Paris, ce matin: «Un journal du matin dit que la mise en disponibilité du général Maurice, n'est pas due à la cause que lui attribuent les journaux. C'est le général lui-même qui a provoqué cette mesure, à cause d'un commencement de paralysie qui l'empêche de monter à cheval.»

Le général Maurice est commandeur de la Légion d'honneur. Le Journal des Débats présente diverses observations sur le budget de 1878.

Notre situation financière, dit-il, est excellente, quoiqu'elle présente quelques points noirs. Elle est excellente en ce sens que nous sommes sortis définitivement du régime des déficits, qui a été depuis 1840 la plaie habituelle de nos budgets. Les exercices 1872, 1873 et 1874 ont encore présenté des découvertes: cela était naturel.

L'exercice 1875 est le premier qui ait présenté un excédant notable des recettes, 72 millions de francs.

L'exercice 1876 présente, pour le Trésor, des résultats encore plus favorables, quoique ni l'industrie, ni le commerce, ni même l'agriculture n'ait eu beaucoup à se féliciter de la défunte année.

Deux exercices consécutifs se soldant par un excédant loyal des recettes sur les dépenses, c'est là un fait presque sans précédent dans l'histoire des finances françaises depuis près de quarante ans. Voilà pourquoi nous disions que notre situation financière est excellente.

Les points noirs sont la progression ininterrompue des dépenses, et l'affluence des crédits supplémentaires.

Il serait bien désirable que cette progression eût un terme; sinon, dans deux ou trois ans, nos budgets franchiront la limite de 3 milliards. M. le ministre des finances fait remarquer, avec raison, que le budget est la conséquence des lois administratives diverses que les Chambres votent chaque jour, souvent sans y prêter grande attention.

Sur le même sujet du budget, Paris-Journal s'exprime ainsi: «Or, cet excès d'impôts acclimaté le renchérisseur de toutes choses, si bien que, lorsque des dégrèvements ont lieu, les prix se maintiennent. Cela fait l'affaire des commerçants, mais la classe moyenne si nombreuse, dont les revenus et les gains restent à peu près les mêmes, en est égarée. Il n'est pas un ministère, dont le chiffre ne soit grossi. Il faut augmenter le traitement de tous les fonctionnaires, sous le prétexte qu'ils rendent des services à l'Etat, comme si l'Etat ne leur rendait pas un égal service en leur assurant un poste et un traitement, qu'ils seraient peut-être fort embarrassés de conquérir dans les carrières industrielles ou libérales! Il n'y a qu'une catégorie de citoyens, pour laquelle pourtant l'Etat est créé et mis au monde, à laquelle on ne songe pas; ce sont les contribuables. Ah! les contribuables sont, eux, taillables et corvéables à merci. Il y a un vice. Il y a là un abus. Et qu'on veuille bien remarquer que le parti démagogique le plus avancé, qui prétend avoir un souci tout particulier des intérêts du peuple, fortifiera ce vice, accroîtra cet abus, quand il arrivera, cela ne paraît point éloigné, au pouvoir. Ne demande-t-il pas, par exemple, que les fonctions municipales soient salariales? Il ne manquerait plus que cela!»

Le point noir est la progression ininterrompue des dépenses, et l'affluence des crédits supplémentaires.

Il serait bien désirable que cette progression eût un terme; sinon, dans deux ou trois ans, nos budgets franchiront la limite de 3 milliards. M. le ministre des finances fait remarquer, avec raison, que le budget est la conséquence des lois administratives diverses que les Chambres votent chaque jour, souvent sans y prêter grande attention.

Sur le même sujet du budget, Paris-Journal s'exprime ainsi: «Or, cet excès d'impôts acclimaté le renchérisseur de toutes choses, si bien que, lorsque des dégrèvements ont lieu, les prix se maintiennent. Cela fait l'affaire des commerçants, mais la classe moyenne si nombreuse, dont les revenus et les gains restent à peu près les mêmes, en est égarée. Il n'est pas un ministère, dont le chiffre ne soit grossi. Il faut augmenter le traitement de tous les fonctionnaires, sous le prétexte qu'ils rendent des services à l'Etat, comme si l'Etat ne leur rendait pas un égal service en leur assurant un poste et un traitement, qu'ils seraient peut-être fort embarrassés de conquérir dans les carrières industrielles ou libérales! Il n'y a qu'une catégorie de citoyens, pour laquelle pourtant l'Etat est créé et mis au monde, à laquelle on ne songe pas; ce sont les contribuables. Ah! les contribuables sont, eux, taillables et corvéables à merci. Il y a un vice. Il y a là un abus. Et qu'on veuille bien remarquer que le parti démagogique le plus avancé, qui prétend avoir un souci tout particulier des intérêts du peuple, fortifiera ce vice, accroîtra cet abus, quand il arrivera, cela ne paraît point éloigné, au pouvoir. Ne demande-t-il pas, par exemple, que les fonctions municipales soient salariales? Il ne manquerait plus que cela!»

Le point noir est la progression ininterrompue des dépenses, et l'affluence des crédits supplémentaires.

Il serait bien désirable que cette progression eût un terme; sinon, dans deux ou trois ans, nos budgets franchiront la limite de 3 milliards. M. le ministre des finances fait remarquer, avec raison, que le budget est la conséquence des lois administratives diverses que les Chambres votent chaque jour, souvent sans y prêter grande attention.

Sur le même sujet du budget, Paris-Journal s'exprime ainsi: «Or, cet excès d'impôts acclimaté le renchérisseur de toutes choses, si bien que, lorsque des dégrèvements ont lieu, les prix se maintiennent. Cela fait l'affaire des commerçants, mais la classe moyenne si nombreuse, dont les revenus et les gains restent à peu près les mêmes, en est égarée. Il n'est pas un ministère, dont le chiffre ne soit grossi. Il faut augmenter le traitement de tous les fonctionnaires, sous le prétexte qu'ils rendent des services à l'Etat, comme si l'Etat ne leur rendait pas un égal service en leur assurant un poste et un traitement, qu'ils seraient peut-être fort embarrassés de conquérir dans les carrières industrielles ou libérales! Il n'y a qu'une catégorie de citoyens, pour laquelle pourtant l'Etat est créé et mis au monde, à laquelle on ne songe pas; ce sont les contribuables. Ah! les contribuables sont, eux, taillables et corvéables à merci. Il y a un vice. Il y a là un abus. Et qu'on veuille bien remarquer que le parti démagogique le plus avancé, qui prétend avoir un souci tout particulier des intérêts du peuple, fortifiera ce vice, accroîtra cet abus, quand il arrivera, cela ne paraît point éloigné, au pouvoir. Ne demande-t-il pas, par exemple, que les fonctions municipales soient salariales? Il ne manquerait plus que cela!»

DEPÊCHES TELEGRAPHIQUES

En reproduisant le télégramme suivant qui nous est adressé de Berlin, nous ne pouvons que protester contre

les attaques et les appréciations injustes dont la presse française y est l'objet.

Berlin, 19 janvier. Le Reichsanzeiger (officiel prussien) publie ce qui suit: On nous écrit de Paris: «La presse française, après avoir, à peu d'exceptions près, pris parti depuis plusieurs semaines pour la Turquie contre la Russie, cherche depuis quelques jours à rendre l'Allemagne responsable de l'issue de la crise orientale. Dans presque tous les journaux français on rencontre des articles ou des nouvelles concernant l'attitude des nouvelles concernant l'attitude du baron de Werther aurait prise à l'égard de la Turquie. L'article le plus remarqué dans ce genre est celui publié par le Journal des Débats. La première cause de cette polémique pourrait bien être une lettre adressée, soi-disant de Paris (sic), à l'Agence Havas, lettre qui a été reproduite par un grand nombre de journaux français. De plus, certaines dépêches publiées par les journaux anglais sur l'attitude du baron de Werther, ont éveillé des soupçons contre la politique de l'Allemagne.»

Berlin, 19 janvier. La Reichsanzeiger publie une correspondance de Paris attaquant nouvellement la presse française relativement à ses articles sur l'attitude du baron Werther à la conférence de Constantinople.

Une rixe a eu lieu à Smyrne entre des matelots français et Allemands. Un matelot allemand serait mort des suites des blessures qu'il a reçues.

Berlin, 19 janvier. La Chambre des députés de Prusse a tenu aujourd'hui la discussion en première lecture du projet de budget. Elle a repoussé la proposition de renvoyer le budget à la commission, et a décidé la discussion préparatoire des différentes parties par groupes.

Le ministre des finances a fait remarquer dans le cours des débats, qu'il ne voyait pas l'avenir de l'industrie prussienne, sous un aspect plus défavorable que l'année dernière. Le peu d'élevation du taux de l'escompte dans les principales banques de l'Europe, est une preuve, dit-il, de l'abondance universelle des capitaux inoccupés et de l'absence de tout esprit d'entreprise, par suite des inquiétudes qu'inspire la question orientale. Aussitôt que ces inquiétudes auront disparu, cet esprit renâtré et il faut espérer, qu'il conduira non à de nouvelles spéculations sans consistance, mais au développement d'une industrie sérieuse et solide.

Constantinople, 19 janvier, 8 h. Le comte de Chaudoury a rendu à ses collègues leurs visites d'adieu. Il s'embarquera sur le Chateau-Renaud pour se rendre au Pirée.

On affirme dans nos sphères diplomatiques que l'Allemagne et l'Autriche auraient promis à la Russie leur neutralité absolue en cas de guerre entre la Turquie et la Russie.

Constantinople, 19 janvier 4 h. soir. Les propositions publiées, il y a quelques jours, par les journaux, notamment par le Journal des Débats du 13, sur les propositions présentées à la première séance de la Conférence par les plénipotentiaires européens et par conséquent formulées avant la promulgation de la Constitution; mais ces propositions ont été modifiées ensuite et ce sont les propositions réduites, conformément à la dépêche d'hier, qui constituent le seul objet de la décision à prendre par le grand Conseil.

Celui-ci résolu de les repousser en autorisant seulement le gouvernement à négocier sur les propositions concordantes avec la Constitution.

On assure que, pour le cas où de nouvelles bases d'arrangement seraient proposées, le grand Conseil a demandé d'être nouvellement convoqué pour prendre une décision.

La Conférence se réunira demain. Si les plénipotentiaires turcs repoussent purement et simplement les propositions des délégués européens, la Conférence sera terminée et tous les ambassadeurs partiront.

On a beaucoup remarqué, hier, dans le grand Conseil, l'attitude des Chrétiens, qui ont repoussé les propositions des puissances. Les Patriarches grec et arménien et l'exarque bulgare n'assistent pas eux-mêmes au grand Conseil ayant prétexté d'une indisposition, mais leurs délégués se sont prononcés pour le refus. Le Rabbim a repoussé également les propositions des puissances. Le délégué du Patriarche antiochais a prononcé surtout un discours des plus vifs contre les dispositions des puissances. Les délégués arméniens et protestants ont fait seuls des réserves. Les hassanistes n'étaient pas représentés et l'évêque latin n'avait pas été convoqué. La plupart des ulémas ont gardé le silence.

D'après la Turkuia, Midhat, dans son discours d'hier, aurait dit: «La France et l'Angleterre, sans nous faire la guerre, se seront parvenues à nous, et on peut craindre que l'Autriche, cédant à l'opinion de ses sujets slaves, ne tombe d'accord avec la Russie.»

Mehmed-Fruchdi Pacha a été nommé ministre sans portefeuille.

Constantinople, 19 janvier 6 h. soir. Le Herald mentionne le bruit que les Turcs accompagneront demain leur refus des propositions des puissances d'une contre-proposition faite dans un esprit de conciliation.

Berlin, 19 janvier. On constate depuis jeudi après-midi que la peste bovine s'est déclarée ici. L'autorité a pris les mesures nécessaires pour la faire disparaître.

Athènes, 19 janvier. Le langage tenu par Midhat-pacha dans sa visite au Patriarche grec et la décision du grand Conseil de Constantinople ont produit ici une vive impression.

La rectification de frontières et les concessions aux grecs de Turquie demandées par le mémorandum hellénique auraient facilité si elles eussent été acceptées; une alliance turco-hellénique.

M. Maffei, ambassadeur d'Italie, est arrivé ici.

Don Carlos débarquera aujourd'hui à Constantinople.

New-York, 19 janvier soir. M. Hoar a été élu sénateur pour l'état de Massachusetts.

DERNIÈRE HEURE

Paris, 20 janvier 2 h. 32 soir. La Gazette de l'Allemagne du Nord dit que l'organisation de l'armée française a réalisé dans ses derniers mois un progrès considérable, permettant très rapidement le passage du pied de paix au pied de guerre avec des grandes masses de troupes.

Constantinople, 20 janvier. On assure que les Turcs présenteront aujourd'hui des contre-propositions qui ont un but de conciliation, si ces contre-propositions paraissent mériter examen, il est possible que la Conférence sera ajournée à la semaine prochaine pour prendre une dernière décision.

AVIS DIVERS

Deux heures. — La demande, pour les cotons, est plus régulière, et le ton se raffermi, surtout pour les provenances d'Amérique, autour de très-ordinaire et au-dessous, dont le choix est toujours limité; les belles sortes, par contre, malgré un écart anormal, restent d'un placement assez difficile.

En disponible, le très-ordinaire N.-Orléans, vaut encore fr. 84.

A livrer, il s'est fait: du low-mid, New-Orléans, à fr. 83; du fully-low-mid, dito, sur déchantillons, à fr. 84 et du good-fair Osmara, à fr. 79.

A la suite il a également passé aux enchères, 302 B. peaux de moutons (dont 238 de la Plata sur lesquelles on a réalisé 135 B. (la totalité de la Plata) à des prix très élevés, dont le choix était très soigné, mais relativement un peu au-dessous des cours précédemment établis par les affaires traitées de gré à gré. On en trouvera plus haut le détail.

Quatre heures. — Notre marché aux cotons se ferme peu animé, vu les avis assez froids de Liverpool.

Hier après-midi au lieu ainsi que l'indiquait en post-scriptum notre précédent Bulletin la troisième et dernière séance de nos grandes ventes publiques de laines. Les acheteurs étaient un peu nombreux et les enchères ont été très-froides, avec nouvelle baisse de 5 centimes pour les Buenos-Ayres sur les prix payés au début; les belles Monte-Video, dont le choix était très soigné, ont été relativement mieux que les Buenos-Ayres. Il a passé sous le marteau, dans cette troisième journée, 2,762 B. (dont 1,508 de la Plata, sur lesquelles on a à jugé seulement 338 dont 238 de la Plata, suivant détail ci-dessous.)

En résumé, sur 6,750 B. offertes dans les trois séances, il en a été retiré 4,235 et vendus seulement 2,324, avec baisse de 10 à 15 centimes sur les prix payés de gré à gré avant l'ouverture des enchères, et de 25 à 30 centimes sur ceux pratiqués au début de la nouvelle lot.

Les ventes notées jusqu'à quatre heures vont en somme, à 1,755 B., y compris: 344 B. à livrer 357 B. des E.-Unis, divers divers, et 200 B. de bon à fr. 67 à 69.

A terme, les cours restent à peu près stationnaires, on a dû payer de nouveau ce matin, fr. 83 pour low-mid, N.-Orléans sur mailain.

BANQUE NATIONALE Place Vendôme à Paris Société Anonyme, capital: 4,000,000

Cours commerciaux de la Bourse de Paris, du 19 janvier. — 6 heures du soir

Table with multiple columns showing market prices for various goods like flour, oil, and other commodities.

Cours officiels de la Bourse 19 janvier — 5 h. soir

Table with multiple columns showing official market prices for various goods.

Table titled 'BOURSE du 19 janvier' showing various market prices and exchange rates.

Table titled 'VALEURS au comptant' showing prices for various commodities and goods.

Table titled 'VALEURS ÉTRANGÈRES' showing international market prices and exchange rates.

Table titled 'BOURSE DE LONDRES' showing London market prices and exchange rates.

Table titled 'BOURSE DE LILLE du 19 janvier 1877' showing Lille market prices and exchange rates.

Table titled 'Chemins de Fer du Nord' showing railway schedules and prices for various routes.